

Ketty VALMORIN

*Expert-Comptable et Commissaire aux Comptes
Expertise-Comptable, Conseils, Assistance à la gestion, audit*

UDAF GUADELOUPE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2022

S O M M A I R E

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022**
- **COMPTES ANNUELS AU 31.12.2022**

U D A F G U A D E L O U P E

Siège social:
2 Rue Lardenoy,
97100 BASSE-TERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31.12.2022

A l'assemblée générale de l'association UDAF GUADELOUPE

1. Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **l'association Union départementale des Associations Familiales de Guadeloupe (UDAF 971)** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

KV

2. Fondement de l'opinion avec réserves

2.1- Motivation des réserves :

- **Réserve pour limitations sur le suivi et le traitement comptable des fonds gérés pour les majeurs protégés**

Les procédures de suivi des fonds gérés pour les majeurs protégés sont insuffisantes. Nous n'avons pas pu obtenir un état détaillé nominatif des soldes des comptes bancaires gérés au 31 12 2022.

En outre, le montant des fonds gérés par l'UDAF, pour les majeurs protégés aurait dû être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels, en engagement hors-bilan. Or, aucune information n'est mentionnée dans l'annexe sur la nature, la composition, les montants des comptes gérés par l'UDAF pour le compte des majeurs protégés.

- **Réserves pour insuffisances du contrôle interne, relatif au suivi des créances usagers et des subventions à recevoir**

Les procédures de contrôle interne appliquées pour le suivi, la comptabilisation, et le recouvrement des créances usagers et des subventions sont insuffisantes. Il en résulte des difficultés de justifications des soldes comptables subsistants au bilan. Des ajustements ont été effectués en 2022 à notre demande, conduisant à la constatation de provisions pour dépréciation de créances usagers anciennes. Les insuffisances de contrôle interne relevées constituent une limitation dans le cadre de notre mission d'audit.

2.2- Référentiel d'audit :

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.3- Indépendance :

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

2.4- Observations :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans les notes de l'annexe des comptes annuels :

- Concernant les fonds dédiés : Il figure au passif du bilan des fonds dédiés s'élevant à **2 372 433€** contre **1 985 220€** au 31/12/2021. Il s'agit de fonds dédiés qui sont principalement antérieurs à 2012. Des démarches doivent être engagées auprès des autorités de tarification, pour qu'elles se prononcent sur la possibilité d'utilisation ultérieure de ces fonds, pour des projets des établissements.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, outre les points décrits dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves »:

- Nous avons porté une attention particulière à l'évaluation et à la comptabilisation des principales ressources de l'association, à savoir : les produits de tarification, les dotations globales de fonctionnement, les subventions et crédits non reconductibles obtenus. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier le respect des règles de comptabilisation spécifiques au secteur médico-social et le respect du principe de séparation des exercices.
- Nous avons vérifié que les subventions à recevoir étaient correctement rattachées à l'exercice. Concernant les soldes de subventions anciennes, nous nous sommes assurés qu'ils étaient dépréciés pour tenir compte du risque de non -recouvrement. De plus, des régularisations ont été effectuées en 2022 sur les soldes anciens.
- Nous avons contrôlé les justificatifs des disponibilités bancaires.
- Nous avons vérifié les dettes financières au passif du bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des points décrits dans la partie « fondement de l'opinion avec réserves », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systematiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

- Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport qui en fait partie intégrante.

Fait à Baie-Mahault,
Le 14 Septembre 2023

Le commissaire aux comptes



Ketty VALMORIN

ANNEXE

Une description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Actif		Au 31/12/2022			Au 31/12/2021
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	125 529	120 026	5 503	12 355
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes	18 855		18 855	43 064
	TOTAL	144 385	120 026	24 359	55 419
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	2 308 932		2 308 932	2 308 932
Actif circulant	Constructions	7 769 296	2 683 881	5 085 415	5 293 077
	Inst. techniques, mat.out. industriels	2 572 302	1 803 691	768 610	674 130
	Immobilisations corporelles en cours	1 205 960		1 205 960	1 040 837
	Avances et acomptes	59 316		59 316	
	TOTAL	13 915 808	4 487 572	9 428 235	9 316 978
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	3 311		3 311	3 311
	Prêts	-2 107		-2 107	-389
Actif circulant	Autres	53 105		53 105	53 105
	TOTAL	54 308		54 308	56 027
	Total I	14 114 502	4 607 598	9 506 903	9 428 425
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	982 535	245 416	737 118	353 462
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	2 078 811	126 098	1 952 712	1 942 654
	TOTAL	3 061 347	371 515	2 689 831	2 296 117
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	5 215		5 215	5 215
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	6 314 598		6 314 598	4 441 963
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	36 859		36 859	55 597
	TOTAL II	9 418 020	371 515	9 046 504	6 798 893
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	23 532 522	4 979 114	18 553 408	16 227 319
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	796 860	796 860
	Fonds propres complémentaires	1 700 000	1 700 000
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	39 650	39 650
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	932 800	932 800
	Report à nouveau	477 929	172 374
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		352 913	305 555
Situation nette (sous-total)		4 300 154	3 947 240
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		2 191 735	2 161 753
Provisions réglementées		582 017	403 330
Total I		7 073 907	6 512 324
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	2 372 432	1 985 220
Total II		2 372 432	1 985 220
Provisions	Provisions pour risques	268 797	170 186
	Provisions pour charges	124 700	124 700
Total III		393 498	294 886
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	4 739 670	3 419 173
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	31 471	26 187
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	362 736	403 299
	Dettes des legs ou donations	358	358
	Dettes fiscales et sociales	2 119 118	1 838 816
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	57 676	66 904
	Autres dettes	1 167 259	1 448 893
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	235 276	231 254
Total IV		8 713 570	7 434 887
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		18 553 408	16 227 319
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	3 177 302	1 563 004
	(2) Dont emprunts participatifs		

KV

UDAF CONSOLIDE

31/12/2022
Compte de résultat

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	63	15 570
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 053 499	2 220 752
	<i>dont parrainages</i>	45 180	45 180
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	9 042 601	7 777 292
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	851 496	792 453
	Utilisations des fonds dédiés	2 216	22 195
	Autres produits	14 082	7 344
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		11 963 960	10 835 609
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	2 178 061	1 931 493
	Aides financières	12 198	
	Impôts, taxes et versements assimilés	367 040	346 721
	Salaires et traitements	5 860 987	5 456 127
	Charges sociales	2 272 158	2 103 489
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	384 608	360 804
	Dotations aux provisions	6 293	30 614
	Reports en fonds dédiés	372 594	124 129
	Autres charges	89 237	57 882
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		11 543 179	10 411 263
1. Résultat d'exploitation (I-II)		420 780	424 346

Kv

UDAF CONSOLIDE

31/12/2022
Compte de résultat

		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois	Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	51	52
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	51	52
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	69 851	62 983
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	69 851	62 983
2. Résultat financier (III-IV)		-69 800	-62 930
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		350 979	361 415
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	167 478 199 377 15 688	120 149 156 758 7 834
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	382 545	284 743
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	63 489 2 467 314 654	85 875 13 433 241 293
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	380 611	340 603
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		1 933	-55 859
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		12 346 556	11 120 405
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		11 993 642	10 814 850
EXCÉDENT OU DÉFICIT		352 913	305 555
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

K

UDAF CONSOLIDE

31/12/2022

Comptes annuels



EXPERTYSS
GROUPE
Conseil - Expertise-comptable - Audit

Annexe

K✓

ASSOCIATION UDAF GUADELOUPE

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2022

Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	5
1.1	Actif immobilisé	5
1.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
1.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
1.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	8
1.1.4	Durées d'amortissement	9
1.1.5	Actif circulant / dépréciations	9
1.1.6	Tableau des dépréciations de l'actif	10
1.2	Fonds propres	10
2.4.1	Notes sur le bilan passif	11
2.4.2	Provisions réglementées	12
2.5	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	12
2.5.1	Suivi des fonds dédiés	12
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
2.7	Compte de résultat	15
2.7.1	Résultat par activité ou établissement	15
	Autres informations relatives au compte de résultat	16
2.7.2	Ventilation des produits d'exploitation	16
2.7.3	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	18
2.8	Informations relatives à l'effectif	18

**ANNEXE ASSOCIATION
PREAMBULE**

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental :

1° Conformément aux dispositions de l'article L. 211-3 du CASF, de :

« a) donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles; »

« b) représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles, et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils et assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune; »

« c) gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir lui confier la charge; »

« d) exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L. 421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal. »

2° de donner à l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF), des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui adresser spontanément toutes suggestions dont l'examen lui paraîtra opportun ;

3° d'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles, (y compris en leur qualité d'usagères et consommatrices de biens et services) ;

4° de mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leur mission ;

5° de faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial, sans constituer une association familiale au sens de l'article L. 211-1 du code de l'action sociale et des familles, n'en exercent pas moins une activité utile aux familles

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 18 553 408 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 352 913 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par l'administrateur provisoire.

Faits caractéristiques de l'exercice et évènements significatifs

Les faits marquant de cet exercice sont au nombre de trois :

1°) le blocage des locaux de l'UDAF par des personnels suspendus.

Ces Actions ont généré des retards importants sur certains dossiers et perturbé le fonctionnement des services tout au long de l'année.

2°) le renouvellement du CA de l'UDAF et le retour à un fonctionnement apaisé et conforme au fonctionnement et aux objectifs d'une institution comme l'UDAF.

3°) la sortie de la période d'administration provisoire, conséquence d'une part de la mise en place d'un nouveau CA mais aussi des délais fixés par le CASF pour ce type de mesure.

1 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable applicable pour les Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux pour les exercices ouverts à compter du 01/01/2020.

Le plan comptable spécifique appliqué est celui des Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

1.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non- recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

KV

1.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	176 311	-	31 925	-	144 385
Immobilisations corporelles	Terrains	2 308 932	-	-	-	2 308 932
	Constructions	7 765 409	3 888	-	-	7 769 297
	Install. Tech. mat. outillage	591 180	21 922	-	-	613 102
	Install. Générales ag. Am. divers	1 017 651	-	40 008	-	977 642
	Matériel de transport	59 340	153 172	-	-	212 512
	Mat bur. informatique mobilier	685 843	83 204	-	-	769 047
	Immo. Corp. En cours	1 040 838	165 122	-	-	1 205 960
	Avances et acomptes	-	-	-	-	59 316
	Total III	13 469 193	427 308	40 008	-	13 915 808
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	3 311	-	-	-	3 311
	Prêts et autres immo. financières	52 717	-	1 719	-	50 998
	Total IV	56 028	-	1 719	-	54 309
Total général		13 701 532	427 308	73 652	-	14 114 502

1.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-			
	Autres immobilisations incorporelles Total II	120 891	-	865	120 026
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	2 472 332	211 549	-	2 683 881
	Install. Tech. mat. outillage	431 048	33 407	-	464 455
	Install. générales ag. Am. divers	765 324	30 683	36 371	759 635
	Matériel de transport	43 461	11 819	-	55 280
	Mat bur. informatique mobilier	440 050	84 271	-	524 321
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	4 152 215	371 729	36 371	4 487 573
Total général		4 273 106	371 729	37 236	4 607 599

1.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	120 891	-	-	865	-	120 026
Corporelles	4 152 215	371 729	-	36 371	-	4 487 573
TOTAL	4 273 106	371 729	-	37 236	-	4 607 599

1.1.4 Durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	
Logiciels	Linéaire	de 1 à 4 ans
Matériels et outillage	Linéaire	de 1 à 10 ans
Installations générales	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	de 3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	de 5 à 10 ans

Actif circulant

1.1.5 Actif circulant / dépréciations

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	53 106		53 106
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	982 536	737 119	245 417
Autres créances	2 078 811	2 078 811	
Charges constatées d'avance	36 859	36 859	
TOTAL	3 151 312	2 852 789	298 523

1.1.6 Tableau des dépréciations de l'actif

Rubriques (a)	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
	Dépréciation au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Stocks				
Clients	213 592	48 943	17 118	245 417
Autres créances				
Total	213 592	48 943	17 118	245 417

1.2 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	2,496,860	-	-	-	2,496,860
Fonds propres avec droit de reprise	39,650	-	-	-	39,650
Ecart de réévaluation	-		-	-	-
Réserves	932,801	-	-	-	932,801
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	178,707
Report à nouveau	172,375	305,555	-	-	477,930
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Excédent ou déficit de l'exercice	305,555	352,913	-	305,555	352,913
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-	-	-	-	-
Situation nette	3,947,241	658,468	-	305,555	4,478,861
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	2,161,754		29,982	-	2,191,735
Provisions réglementées	403,331		178,687	-	582,018
TOTAL	6,512,325	658,468	208,669	305,555	7,252,614

2.4.1 Notes sur le bilan passif

Subventions d'investissement

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
AFNIC	SAVS-EQUIPEMENT	10 000			10 000
CNSA	MAS	1 500 000			1 500 000
CONSEIL REGIONAL	MAS	300 000			300 000
ARS	MAS	67 000			67 000
EMPLOI OUTRE MER	INSTITUTION-BUS CAF	17 316	93 862		111 178
EMPLOI OUTRE MER			17 316		17 316
PROJET NUMERIQUE			44 940		44 940
INVESTISSEMENT		1 426 703	50 708		1 477 410
	TOTAL	3 321 019	206 826		3 527 845

Le résultat de l'exercice

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE	352 913	305 555
Reprise du résultat antérieur	-47 748	-50 954
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	305 165	254 601
Dont résultat effectif sous gestion propre	-77 058	419 186
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	382 223	-164 585

2.4.2 Provisions réglementées

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Utilisées	Non utilisées	A la clôture
Provisions réglementées	403 331	214 145	8 463	26 995	582 018
Provisions pour risques	294 887	100 510	1 899		393 498
TOTAL	698 218	314 655	10 362	26 995	975 516

2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.5.1 Suivi des fonds dédiés

RESSOURCES	MONTANT INITIAL		FONDS A ENGAGER EN DEBUT D'EXERCICE	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE	ENGAGEMENT A REALISER SUR DE NOUVELLES RESSOURCES AFFECTEES	REGULARISATION FONDS PROPRES	FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE
			A	B	C		D= A-B+C
MAS			362 528				362 528
SAMSAH	25 000	2015	75 125	2 217		72 908	72 908
LA TUTELLE			687 518		195 773	883 291	883 291
GEM	171 760		153 010	0	0	0	153 010
Salle de loisir	21 760	2012	21 760				21 760
GEM 4	75 000	2014	56 250				56 250
GEM 4	75 000	2015	75 000				75 000
INSTITUTION			707 039		30 599	737 638	737 638
ESAT MOSAIQUES					163 057		163 057
TOTAL			1 985 220	2 217	389 429	1 693 837	2 372 432

2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-	-	
	Autres	53,106		53,106
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	982,536	353,463	629,073
	Autres	2,078,812	2,078,812	
Charges constatées d'avance		36,859	36,859	
TOTAL		3,151 313	2,469,134	682 179
Prêts Accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	4,739,671	3,243,246	1,090,323	406,102
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		31,472	31,472		
Fournisseurs et comptes rattachés		362,737	362,737		
Dettes fiscales et sociales		2,119,119	2,075,647		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		57,677	57,677		
Autres dettes		1,167,260	1,167,260		
Produits constatés d'avance		235,276	235,276		
TOTAL		-	7,173,315	1,090,323	406,102

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	292,907
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

2.7 Compte de résultat

2.7.1 Résultat par activité ou établissement

<i>ETABLISSEMENTS SOUS CONTROLE DE TIERS</i>		<i>RESULTAT DE L'EXERCICE SOUS CONTRÔLE FINANCEURS</i>
M.A.S		117 969
S.A.V.S		45 270
SAMSAH		78 696
ESAT MOS		211 020
SMPJM		-22 984
	TOTAUX	429 971

<i>ETABLISSEMENTS NON REGLEMENTES</i>		<i>RESULTAT DE L'EXERCICE SOUS CONTRÔLE UDAF</i>
ESAT-COM		-39 106
GEM		0
S.A.L.V		76
INSTITUTION		-43 122
SIEGE		-21 806
V.F.E		-112 471
FAMACC		0
I GENIUS		3 671
ENQUETE SOCIALE		0
PENSION DE FAMILLE		103 440
RESIDENCE D'ACCUEIL		32 259
	TOTAUX	-77 058

RESULTAT CONSOLIDE DE L'EXERCICE	352 913
---	----------------

Autres informations relatives au compte de résultat

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui Pour répondre à la demande des autorités de tarification et conformément au tableau des

2.7.2 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

<i>ETABLISSEMENTS SOUS CONTROLE DE TIERS</i>		<i>VENTES DE MARCHANDISES, BIENS & SERVICES</i>	<i>PRODUITS DE TARIFICATION & SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</i>	<i>TOTAUX</i>
M.A.S		180 240	2 958 748	3 138 988
S.A.V.S			563 293	563 293
SAMSAH			1 178 663	1 178 663
ESAT MOS			1 160 461	1 160 461
SMPJM		71 141	2 534 639	2 605 780
	TOTAUX	251 381	8 395 804	8 647 185

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

<i>ETABLISSEMENTS NON REGLEMENTES</i>		<i>VENTES DE MARCHANDISES, BIENS & SERVICES</i>	<i>PRODUITS DE TARIFICATION & SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</i>	<i>TOTAUX</i>
ESAT-COM		58 079		58 079
GEM				0
S.A.L.V				0
INSTITUTION		55 242	178 742	233 984
SIEGE		107 580		107 580
V.F.E		827 955	131 976	959 931
FAMACC				0
I GENIUS		579 753		579 753
ENQUETE SOCIALE				0
PENSION DE FAMILLE		137 330	292 318	429 647
RESIDENCE D'ACCUEIL		31 332	93 790	125 122
	TOTAUX	1 797 271	696 826	2 494 096
PRODUCTION DE L'EXERCICE		2 048 652	9 092 630	11 141 281

2.7.3 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	40 102	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	40 102	

2.8 Informations relatives à l'effectif

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif selon répartition budgétaire

Raison sociale	Effectif ETP	Effectif Présent
SERVICE MANDATAIRE	31,08	40
ESAT	9,05	15
I GENIUS CRECHE LAURICISQUE	13,49	15
MAS	36,1	49
VFE	25,72	31
INSTITUTION	1,35	5
PENSION DE FAMILLE	2	2
SAMSAH	12,27	22
SAVS	9,26	15
SIEGE	2,05	8
Total général	142,37	202

Suite aux observations formulées par les autorités de tarification, l'effectif au 31 décembre 2022 inscrit dans ce présent tableau a été calculé en cohérence avec les comptes administratifs.

L'écart important entre l'effectif ETP et l'effectif présent se justifie :

- d'une part par les CDD de remplacements présents au sein des établissements (mais qui ne peuvent être comptés dans l'effectifs ETP),
- mais également par les salariés affectés budgétairement sur plusieurs établissements (Directeurs, agents d'entretiens, comptables, personnel du Siège etc...).

Pour répondre à la demande des autorités de tarification et conformément au tableau des effectifs remis dans les comptes administratifs, ces salariés ont été pris en considération dans l'effectif des présents sur chacun des établissements comme une unité et non pas conformément à leur valeur ETP.

Effectif selon répartition réelle

Raison sociale	Effectif ETP	Effectif Présent	Effectif ETP	Effectif présent
SERVICE MANDATAIRE	29,16	32	20,48%	19,88%
ESAT	9	10	6,32%	6,21%
I GENIUS CRECHE LAURICISQUE	13,49	15	9,48%	9,32%
MAS	35	42	24,58%	26,09%
VFE	23,72	29	16,66%	18,01%
SIEGE	12	13	8,43%	8,07%
PENSION DE FAMILLE	2	2	1,40%	1,24%
SAMSAH	12	12	8,43%	7,45%
SAVS	6	6	4,21%	3,73%
Total général	142,37	161	100,00%	100,00%

Le tableau ci-dessus retranscrit l'effectif réel des présents à l'UDAF, L'affectation des salariés a été établie conformément à leur affectation dans le logiciel de paie.

L'ensembles des éléments seront calculés sur la base des effectifs inscrits dans ce présent tableau.

3 ETABLISSEMENTS Gérés par l'UDAF compte un effectif salarié supérieur à 20 ETP